



Le droit du travail vaut bien une grève générale !

Le projet de loi "El khomri" est une attaque frontale de plus au code du travail. Ce projet de loi c'est :

PLAFONNER les indemnités prud'homales,

FACILITER les licenciements collectifs ou individuels,

CASSER les 35 heures,

AUGMENTER les amplitudes horaires,

BANALISER les heures supplémentaires tout en diminuant leurs majorations,

CONTOURNER les syndicats par des référendums d'entreprises qui permettront aux patrons d'arriver à leurs fins en mettant directement le pistolet sur la tempe des salarié-e-s...



Cette destruction du code du travail, couplée à celle de l'assurance chômage n'a pour seul objectif que de libéraliser totalement le marché du travail.

- Après la loi Macron et toutes les mesures d'exonération de cotisations sociales dont le patronat a usé et abusé pour augmenter ses bénéfices,

- après les terribles réformes sur les retraites qui se sont enchaînées,

- après la destruction systématique de tous les services publics,

Le coup fatal arrive : cette loi veut :

⇒ en finir avec les protections collectives et individuelles contre les licenciements,

⇒ en finir avec toute forme de protection des salarié-e-s.

**Le 31 mars,
EN GRÈVE**

Cette réforme touche l'ensemble de la réglementation du travail. Alléger et simplifier la lecture du code du travail ne veut pas dire le détruire !! C'est bien le Code du Travail qui a permis de donner aux travailleur-se-s des garanties sur leur temps de travail, leur santé, leur protection sociale.

C'est bien le Code du Travail qui encadre le lien de subordination inhérent à toute relation salariale.

C'est bien le code du travail qui permet d'encadrer les inégalités qui pourraient exister entre les travailleurs-e-s.

Ce n'est donc pas au nom de l'emploi et de la compétitivité, mais bien pour son propre profit que le MEDEF, aidé par ce gouvernement aux ordres, veut tout reprendre sous couvert d'une crise économique dont les patrons sont les seuls responsables. Ils veulent le beurre et l'argent du beurre !

Selon le premier ministre, « nous sommes au XXIe siècle, pas au XIXe ». Si c'est le cas, qu'il cesse de vouloir nous y ramener en donnant tous les droits au patronat.

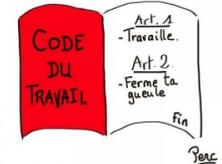
Pour LAB, les choses sont claires. Le rôle des syndicats n'est pas d'écrire avec le gouvernement la pire opération de destruction des acquis sociaux.

Il consiste à s'inscrire dans un rapport de force, celui de la lutte des classes, qui permettra d'imposer l'abandon total et définitif de l'ensemble des dispositions sclérotées qui constituent ce projet de loi.

Il appartient dorénavant à chacun-e de se mobiliser, sur tous les terrains, pour gagner le retrait de cette réforme ignoble.

Plus que jamais nous devons travailler au Pays Basque à la construction d'un espace de négociation collective afin d'obtenir un meilleur rapport de force indispensable pour améliorer les conditions de travail...

LE CODE DU TRAVAIL
VU PAR VALLS



**Le 31 mars,
toutes et tous
EN GRÈVE**

**10h30 :
Manif gare de Bayonne**
**14h :
Assemblée Générale.**

Plus d'infos : www.lab.eus/ieh